

6° la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5);

7° la Loi concernant la mise en œuvre de l'Accord sur le commerce intérieur (L.R.Q., c. M-35.1.1);

8° la Loi sur le Régime d'investissement coopératif (L.R.Q., c. R-8.1.1);

9° la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., c. S-13);

10° la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour (L.R.Q., c. S-16.001);

11° la Loi sur la Société Innovatech du Grand Montréal (L.R.Q., c. S-17.2.0.1);

12° la Loi sur la Société Innovatech du sud du Québec (L.R.Q., c. S-17.2.2);

13° la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.R.Q., c. S-17.4);

14° la Loi sur la Société Innovatech Régions ressources (L.R.Q., c. S-17.5);

15° la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (L.R.Q., c. S-29.1);

16° la Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité (1986, c. 21);

17° la Loi abrogeant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique et la Loi sur la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud (2004, c. 40);

QUE lui soient confiées, conformément à cet article, les fonctions et responsabilités du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation en ce qui a trait à l'économie, notamment celles prévues à la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (L.R.Q., c. M-30.01) et qu'il assume la responsabilité des effectifs, des activités et des programmes de ce ministère ainsi que des crédits afférents à ses fonctions;

QUE le présent décret remplace les décrets n^{os} 922-2011 et 923-2011 du 14 septembre 2011 et 1157-2008 du 18 décembre 2008.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58289

Gouvernement du Québec

Décret 875-2012, 20 septembre 2012

CONCERNANT la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec ait pour fonctions de seconder le ministre des Finances et de l'Économie et d'exercer, sous sa direction, notamment les fonctions suivantes :

1° élaborer et mettre en œuvre des stratégies de développement économique, des mesures et des programmes d'aide aux entreprises relatifs à l'investissement, aux secteurs industriels stratégiques, à la relance, à la diversification et à l'entrepreneuriat;

2° coordonner l'action gouvernementale quant aux orientations déterminées par le gouvernement portant sur le développement local et régional auprès des entreprises et des milieux local et régional afin de répondre aux besoins de la clientèle.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58290

Gouvernement du Québec

Décret 876-2012, 20 septembre 2012

CONCERNANT le ministre délégué au Tourisme

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), le ministre délégué au Tourisme ait pour fonction de seconder le ministre des Finances et de l'Économie en ce qui a trait au tourisme;

QUE, conformément à cet article, et sous la direction du ministre des Finances et de l'Économie, il ait notamment la responsabilité de l'application des lois suivantes :

1° la Loi sur l'aide au développement touristique (L.R.Q., c. A-13.1);

2° la Loi sur les établissements d'hébergement touristique (L.R.Q., c. E-14.2);

3° la Loi sur le ministère du Tourisme (L.R.Q., c. M-31.2);

4° la Loi sur la Régie des installations olympiques (L.R.Q., c. R-7);

5° la Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec (L.R.Q., c. S-14.001);

6° la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., c. S-14.1).

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58291

Gouvernement du Québec

Décret 877-2012, 20 septembre 2012

CONCERNANT le ministre et le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), le ministre et le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs soient désormais désignés sous le nom de ministre et ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs;

QUE soit confiée au ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, la responsabilité de l'application des lois suivantes :

1° la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., c. S-13.01), et ce, conformément à l'article 54 de cette loi;

2° la Loi sur la protection des arbres (L.R.Q., c. P-37), et ce, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif;

3° la Loi portant délimitation de la ligne des hautes eaux du fleuve Saint-Laurent sur le territoire de la municipalité régionale de comté de la Côte-de-Beaupré (1999, c. 84), et ce, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif;

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, soient confiées au ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, en ce qui a trait à la faune, les fonctions et responsabilités du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, dont notamment celles prévues à la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (L.R.Q., c. M-25.2) et qu'il assume la responsabilité des effectifs, des activités, des programmes et des crédits qui sont afférents à ses fonctions;

QUE lui soient notamment confiées, conformément à cet article, les fonctions du ministre des Ressources naturelles et de la Faune prévues aux lois suivantes :

1° la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1), à l'exception des articles 42 et 43 en ce qui a trait à la garde en captivité et à l'abattage de certains animaux d'espèces exotiques;

2° la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1);

3° la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables (L.R.Q., c. E-12.01);

4° la Loi sur le programme d'aide aux Inuit bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage (L.R.Q., c. P-30.2);

QUE le présent décret remplace le décret n^o 926-2011 du 14 septembre 2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58292

Gouvernement du Québec

Décret 878-2012, 20 septembre 2012

CONCERNANT le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de la première ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), soient notamment confiées au ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie les fonctions du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation prévues aux lois suivantes :